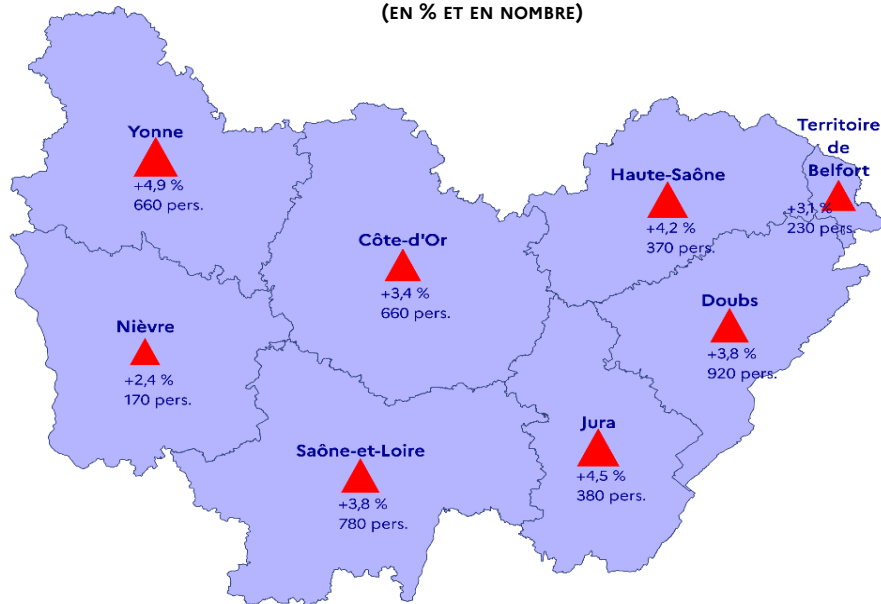


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 2,8 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **8 870** (+ 4,5 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 290** (- 2,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **17 160** (+ 1,0 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : **19 120** (+ 0,1 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **856**
Cat. G : **2 160**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,6 % au 3^{ème} trimestre 2025
0,0 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2025
(France métropolitaine : 7,5 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

87 400 au 3^{ème} trimestre 2025
- 0,1 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2025

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 000 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2025
- 2,2 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2025

Au troisième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans le Jura est quasi stable par rapport au 2^{ème} trimestre 2025 (-0,1 %), soit 130 emplois en moins. Hors intérim, l'agriculture (+14,7 %) est particulièrement dynamique. Après d'importantes pertes le trimestre dernier, le commerce se redresse légèrement (+0,2 %). La construction parvient à maintenir ses effectifs (+0,1 %). Du côté des services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois du département, la situation est moins favorable (-0,2 %). Dans l'industrie, l'emploi est relativement stable. La forte contraction de l'emploi dans les services marchands résulte du repli des activités de services aux ménages, aux entreprises, et des transports-entrepôts. La demande d'intérim continue de reculer, notamment dans l'industrie. Le recours à l'activité partielle recule par rapport au trimestre précédent. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 1,6 % sur un an, soit 60 foyers supplémentaires.

Au quatrième trimestre 2025

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle tend à augmenter par rapport au troisième trimestre. Sur un an, les défaillances d'entreprises sont en hausse menaçant près de 160 emplois. En parallèle, les créations d'entreprises dépassent leur niveau d'il y a un an, avec près de 290 nouveaux entrepreneurs recensés (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégories A, B et C augmente de 1 %, une hausse similaire à celle observée dans la région. Cette évolution ne traduit pas nécessairement une dégradation de la situation du marché du travail, mais résulte de changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. L'inscription automatique des bénéficiaires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion entraîne mécaniquement une hausse du nombre d'inscrits. De plus, la réduction des radiations administratives, liée au nouveau régime de sanctions, accentue ce mouvement.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

4^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T4 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	8 870	+4,5	+9,6
Catégories B, C	8 290	-2,5	-2,1
Catégories A, B, C	17 160	+1,0	+3,6
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	113 420	+3,8	+6,8
Catégories B, C	94 190	-1,9	+0,7
Catégories A, B, C	207 610	+1,1	+3,9
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	170 520	+0,8	+2,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T4 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	950	-12,8	-10,4
Catégorie E	1 020	0,0	-13,6
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	856	/	/
Catégorie G	2 160	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 300	-10,2	-5,1
Catégorie E	13 000	+2,8	+0,1
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	14 505	/	/
Catégorie G	21 882	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

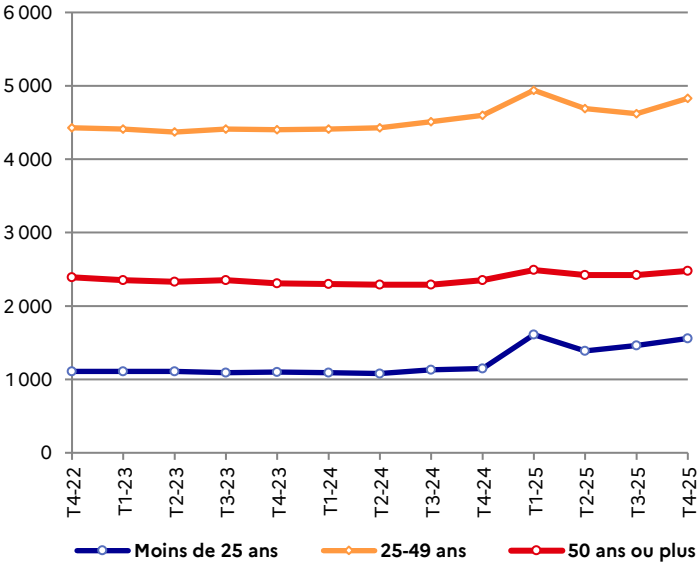
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Jura		BFC	
	T4 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	4 710	+5,1	+10,8	+3,8
< 25 ans	850	+7,6	+32,8	+3,4
25 - 49 ans	2 580	+7,1	+8,9	+4,8
50 ans ou plus	1 280	0,0	+3,2	+2,0
Femmes	4 150	+3,5	+7,8	+3,8
< 25 ans	710	+6,0	+39,2	+3,4
25 - 49 ans	2 250	+2,3	+0,9	+4,2
50 ans ou plus	1 190	+4,4	+7,2	+3,3
Total	8 870	+4,5	+9,6	+3,8
< 25 ans	1 560	+6,8	+35,7	+3,4
25 - 49 ans	4 830	+4,5	+5,0	+4,8
50 ans ou plus	2 480	+2,5	+5,5	+2,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 410	+1,3	+4,1	+1,1	+4,5
< 25 ans	1 390	+5,3	+21,9	+2,0	+18,2
25 - 49 ans	4 800	+1,3	+1,9	+1,1	+2,8
50 ans et plus	2 220	-0,4	-0,4	+0,5	+1,1
Femmes	8 750	+0,6	+3,2	+1,1	+3,3
< 25 ans	1 230	+6,0	+26,8	+2,0	+15,7
25 - 49 ans	4 900	-0,4	-1,4	+1,1	+1,7
50 ans et plus	2 610	-0,4	+2,4	+0,7	+1,3
Total	17 160	+1,0	+3,6	+1,1	+3,9
< 25 ans	2 620	+5,6	+24,8	+2,0	+17,0
25 - 49 ans	9 700	+0,3	+0,2	+1,1	+2,3
50 ans et plus	4 830	-0,4	+1,0	+0,6	+1,2

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 800	+0,5	+1,9	-0,3	+1,1
DELD :					
1 à 2 ans	3 610	+3,7	+12,8	+4,6	+12,1
2 à 3 ans	1 510	+1,3	0,0	+2,7	+6,7
3 ans et plus	2 240	-1,3	+0,9	+0,8	+2,1
Total DELD	7 360	+1,7	+6,1	+2,9	+7,5
Part des DELD	42,9%	+0,3 pt	+1,0 pt	+0,7 pt	+1,5 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	302	-58	-16,2	-631	-17,8
Fin de mission d'intérim	132	-34	-20,6	-385	-24,0
Démission	101	+7	+7,5	-165	-15,1
Rupture conventionnelle	114	-7	-5,5	-108	-9,0
Licenc. économique	34	-7	-16,4	0	+0,1
Autre licenciement	117	-1	-1,1	-43	-3,5
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	54	-11	-17,0	-222	-22,8
Retour d'inactivité ⁽²⁾	278	-3	-1,2	-346	-10,4
Réinscription rapide ⁽³⁾	213	-32	-13,1	-740	-22,7
Autres motifs ⁽⁴⁾	893	+790	+769,8	+11 967	+802,1
Motif indéterminé	186	+66	+55,4	+647	+37,8
Total	2 423	+710	+41,4	+9 973	+50,2

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T4	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	275	+43	+18,4	+349	+15,5
Entrée en stage ou formation	150	-58	-27,8	-498	-22,8
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	179	-8	-4,1	+148	+7,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	1 509	+733	+94,5	+11 232	+121,4
Radiation administrative	18	-140	-88,6	-1 726	-95,1
Autre cas ⁽³⁾	316	+184	+138,8	+1 390	+84,6
Total	2 447	+754	+44,5	+10 895	+57,2

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

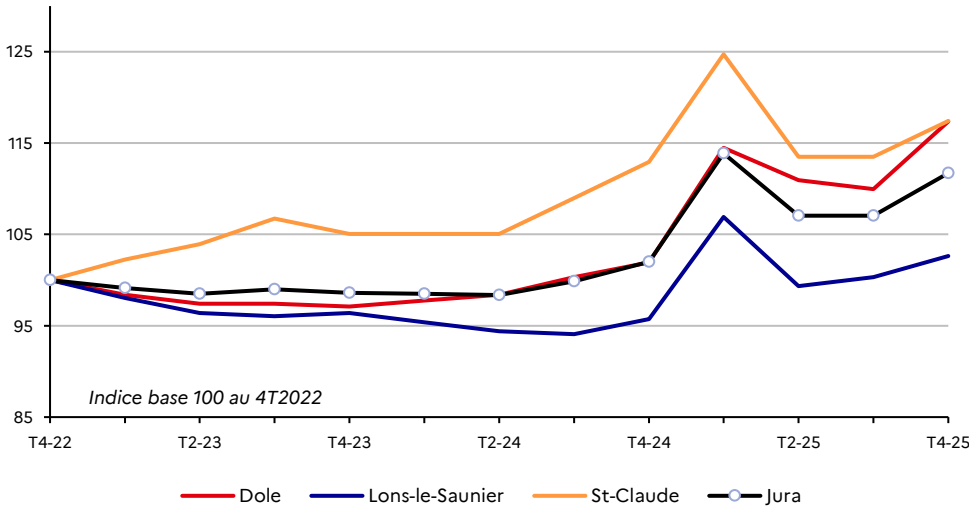
* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO		T4 2025	Var. (en %) sur		Part (en %) des		
Catégorie A	Femmes				-25 ans	Seniors	
			1 Trim.	1 an			
Dole	3 650	+6,7	+15,1	47,4	18,4	28,0	
Lons-le-Saunier	3 120	+2,3	+7,2	47,1	18,3	27,9	
Saint-Claude	2 090	+3,5	+4,0	45,5	15,3	28,2	
Jura	8 870	+4,5	+9,6	46,8	17,6	28,0	

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.
Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des inscrits de Cat. A (données cvs-cjo)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO	T4 2025	Var. (en %) sur		Plus de un an		
				T4 2025	Var. (en %) sur	
		Catégories A, B, C	1 Trim.	1 an	1 Trim.	1 an
Dole	7 070	+2,2	+6,0	3 100	+1,0	+6,2
Lons-le-Saunier	6 220	-0,6	+1,3	2 580	+2,0	+4,5
Saint-Claude	3 860	+1,3	+3,2	1 680	+2,4	+8,4
Jura	17 160	+1,0	+3,6	7 360	+1,7	+6,1

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
990	+20,7	940	+19,0
940	+11,9	990	+17,9
490	+8,9	510	+24,4
2 420	+14,7	2 440	+19,6

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares. Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :
La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.
Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Activité partielle

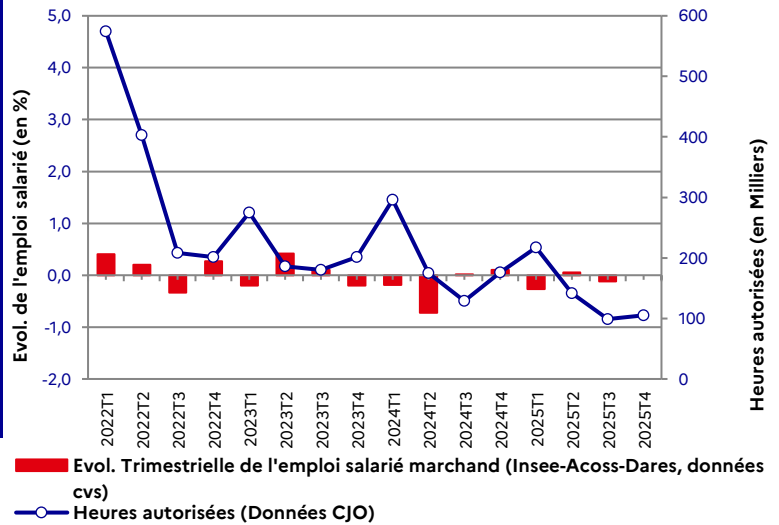
Données CJO*		Jura	
Heures autorisées		T3 2025	T4 2025
Nombre de demandes en cours		60	49
Volume d'heures autorisées		98 944	105 086
dont :			
Agriculture		0	3 251
Industrie		83 244	89 492
Construction		2 877	1 036
Commerce		23	1 397
Services		12 800	9 910
Etablissements autorisés		42	39
dont :	étabs de 50 sal. et plus	4	6
Nombre de salariés concernés**		591	641
Total heures autorisées 12 mois glissés		633 752	562 969

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



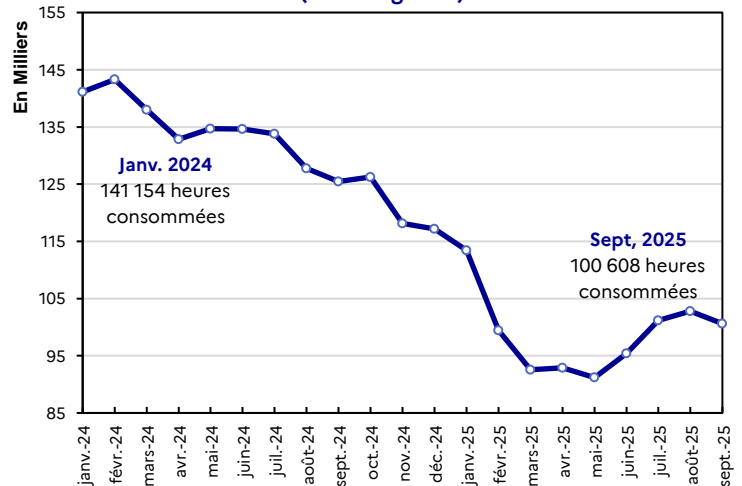
Données brutes		Jura	
Heures consommées		T2 2025	T3 2025
Nombre d'heures consommées*		31 014	18 361
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		20 052	13 262
Construction		1 231	561
Commerce		573	21
Services		9 158	4 518
Etabs ayant consommé des heures		42	31
dont :	étabs de 50 sal. et plus	4	3
Nombre de salariés concernés**		289	194
Total heures consommées 12 mois glissés		95 396	100 608

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Jura	
Créations d'entreprises		T4 2025	Evol./T4 2024
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		793	+7,3
dont :			
Entreprises individuelles		90	+23,3
Micro-entrepreneurs		505	+2,2
Sociétés		198	+15,1
Cumul sur 12 mois glissés		3 081	+2,7
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		288	+17,6
Cumul sur 12 mois glissés		1 025	-2,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Jura	
Ouvertures de procédures		T4 2025	Evol./T4 2024
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		60	+33,3
dont :			
Redressements judiciaires		24	+50,0
Liquidations judiciaires directes		32	+23,1
Nombre d'emplois menacés		161	+80,9
dont :			
Agriculture		s	s
Industrie		30	-6,3
Construction		28	ns
Commerce		26	+30,0
Services		75	+141,9
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		214	+15,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

Effectifs salariés par secteur d'activité

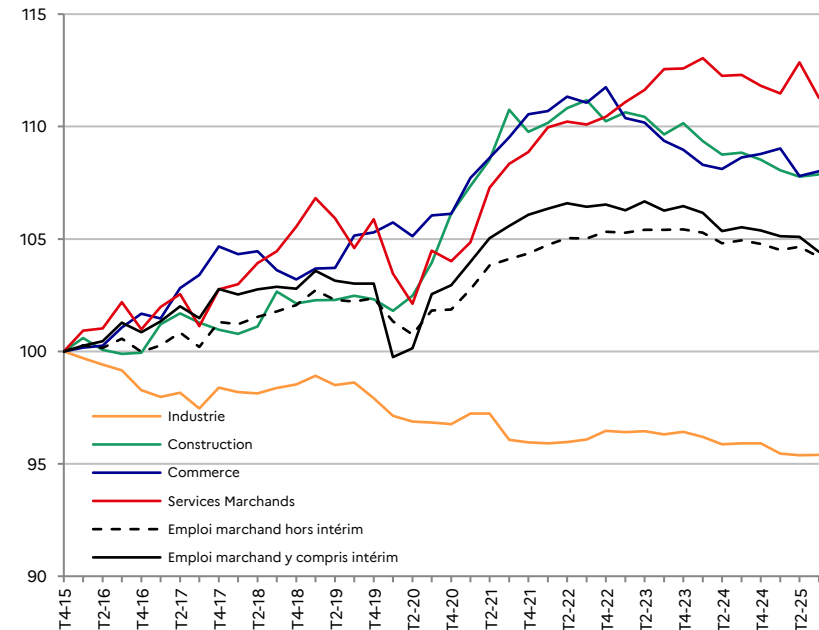
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Jura 3 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	2 210	+280	+14,7	+450	+25,7	2 210	+280	+14,7	+450	+25,9
Industrie	18 930	0	+0,0	-100	-0,5	20 550	-160	-0,8	-290	-1,4
Industrie agro-alimentaire	4 190	+10	+0,2	0	-0,0	4 540	-60	-1,3	-90	-2,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 400	0	-0,1	+40	+2,9	1 460	-10	-0,6	+30	+2,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 150	+80	+8,0	+60	+5,3	1 250	+90	+7,4	+20	+1,7
Matériels de transport	860	+10	+1,1	-10	-0,6	960	-20	-2,5	-20	-2,2
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 340	-100	-0,9	-190	-1,7	12 340	-150	-1,2	-230	-1,8
Construction	5 400	+10	+0,1	-50	-0,9	5 650	0	-0,0	-110	-1,9
Commerce ; réparation auto.	11 330	+20	+0,2	-60	-0,6	11 480	+10	+0,1	-80	-0,7
Services marchands	18 330	-260	-1,4	-170	-0,9	19 020	-220	-1,1	-130	-0,7
Transports et entreposage	4 020	-60	-1,4	+30	+0,6	4 250	-50	-1,1	+10	+0,2
Hébergement et restauration	3 130	-20	-0,6	-30	-1,0	3 150	-20	-0,7	-40	-1,1
Information et communication	350	-20	-5,9	-50	-12,7	350	-20	-5,9	-50	-12,9
Services financiers	1 540	+10	+0,7	-70	-4,6	1 540	+10	+0,6	-80	-4,7
Services immobiliers	460	0	+0,9	-10	-2,7	470	+10	+1,2	-10	-2,2
Services aux entreprises	5 480	-70	-1,3	+20	+0,4	5 910	-40	-0,6	+80	+1,4
Services aux ménages	3 340	-100	-3,0	-50	-1,4	3 350	-100	-3,0	-50	-1,5
Services non marchands	28 390	-50	-0,2	-190	-0,7	28 490	-40	-0,1	-160	-0,6
Ensemble	84 590	0	+0,0	-120	-0,1	87 400	-130	-0,1	-320	-0,4

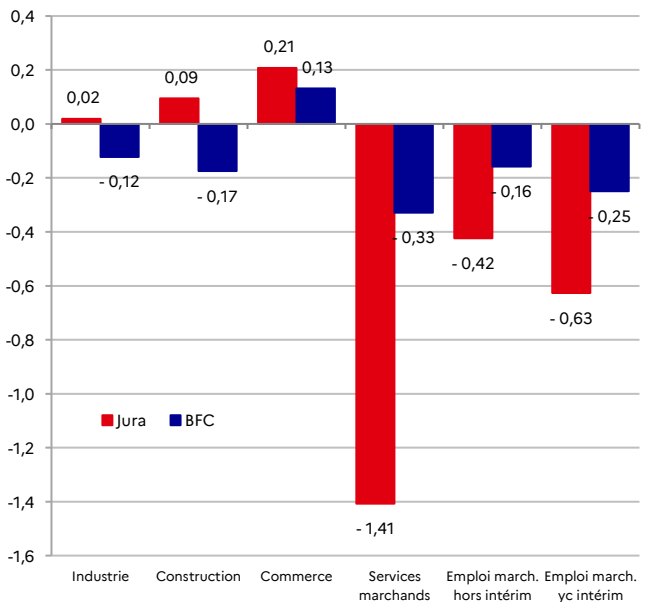
Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Dreets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2015)



• dans le département et au niveau régional
(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2025, en %)



Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
3 ^{ème} trimestre 2025										
(Données CVS)										
Agriculture	s	s	s	0,1	+0,1	s	s	s	1,8	-1,1
Industrie	1 650	-8,6	-11,3	8,0	-0,9	1 710	-5,5	-4,5	2,4	+0,1
Construction	380	+5,3	-19,2	6,6	-1,4	380	+11,8	-15,6	3,5	0,0
Commerce	190	-2,3	-12,7	1,6	-0,2	200	0,0	-13,0	1,5	+0,1
Services	780	+10,3	+1,0	4,1	+0,1	770	+2,7	-3,7	1,0	-0,2
Ensemble	3 000	-2,2	-9,5	5,1	-0,5	3 060	-1,3	-6,7	1,9	-0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

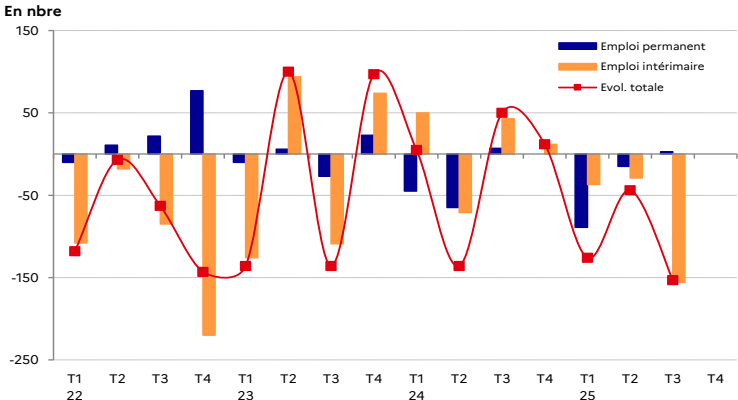
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

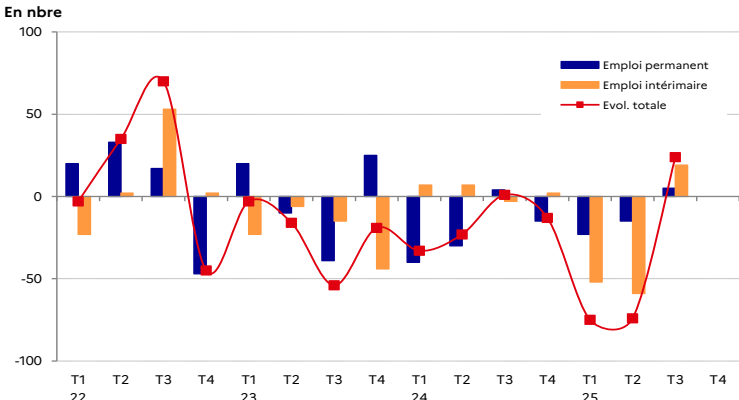
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Travail Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

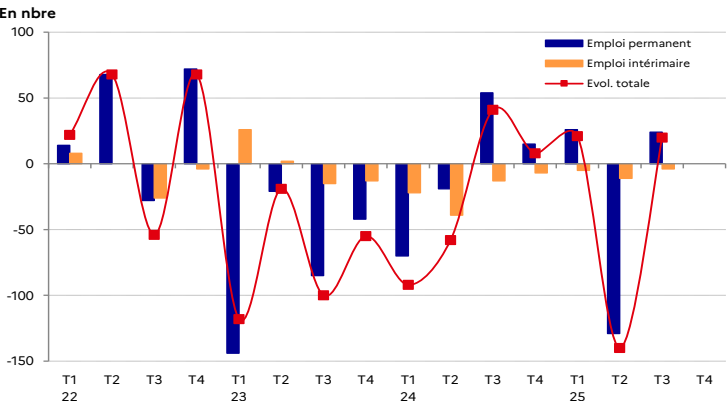
Industrie



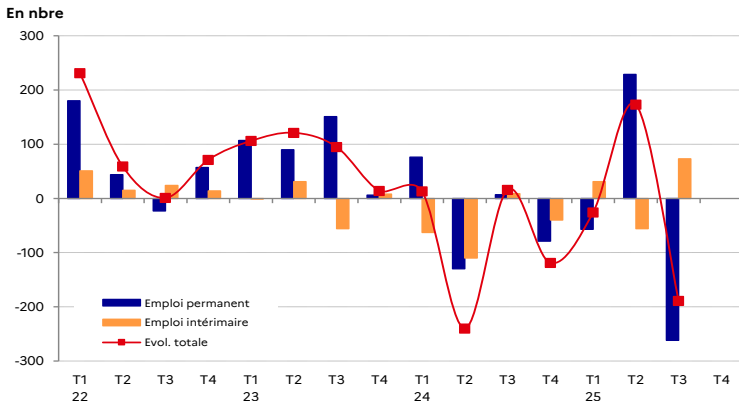
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3 ^{ème} trimestre 2025					
Embauches	1 627	744	2 592	12 827	17 790
Répartition en %	9,1	4,2	14,6	72,1	100,0
dont en % :					
CDD	66,4	71,9	72,9	88,8	83,7
< 25 ans	59,4	63,7	68,8	40,7	47,5
25 - 49 ans	28,9	28,2	22,7	36,3	33,3
50 - 54 ans	4,8	2,6	2,2	7,0	5,9
55 ans ou plus	6,6	5,0	6,1	15,9	13,2
Femmes	41,1	9,1	53,9	62,1	56,8
Sorties	1 821	757	2 926	14 060	19 564
Répartition en %	10,2	4,3	16,4	79,0	100,0
dont en % :					
Fins de CDD	58,9	59,2	69,4	85,1	79,3
dont CDD < 1 mois	29,5	23,9	41,8	73,9	65,2
Démissions	15,9	20,2	14,4	6,6	9,2
Licenciements économiques	0,2	0,3	0,1	0,5	0,4
Licenc. non économiques	7,1	6,9	4,2	2,9	3,7
Retraite	4,6	2,2	1,0	0,7	1,1
Ruptures Conventionnelles	5,1	5,4	3,0	1,0	1,8
< 25 ans	53,3	53,8	68,6	40,9	46,7
25 - 49 ans	30,9	34,1	22,2	36,0	33,4
50 - 54 ans	4,2	4,0	2,3	6,8	5,8
55 ans ou plus	11,5	8,2	6,9	16,3	14,1
Femmes	41,7	9,9	56,2	61,2	56,7

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 3^{ème} trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 66,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 0,2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,4 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

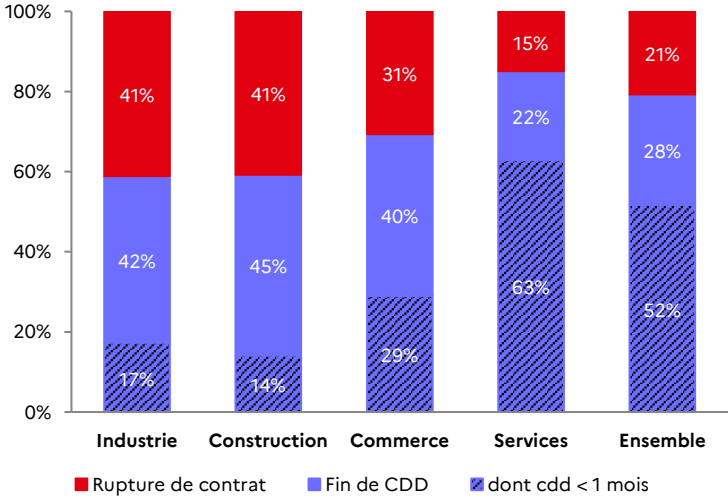
Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

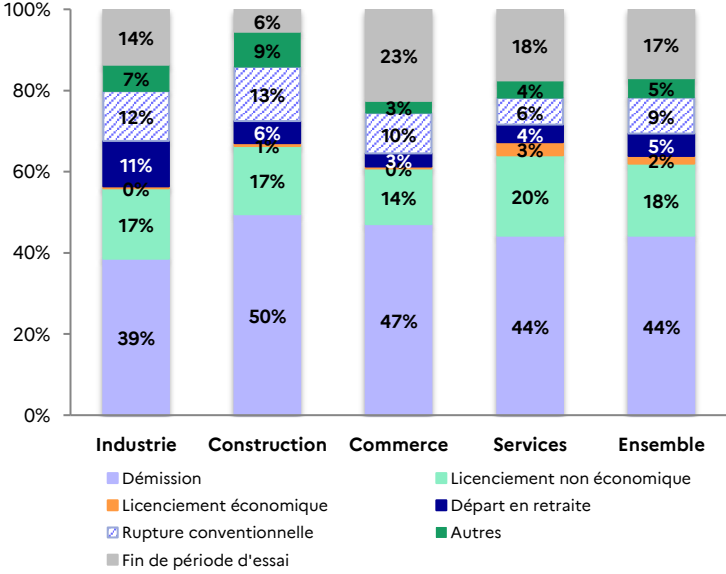
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 29 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 39 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3 ^{ème} trimestre 2025						
Actifs en emploi (en %)	10,9	55,7	14,4	19,1	52,5	29,3
Embauches	8 446	5 920	1 053	2 345	10 097	4 610
dont en % : CDD	87,6	75,7	81,6	90,7	86,8	89,1
Sorties	9 136	6 526	1 130	2 763	11 087	5 103
dont en % :						
Fins de CDD	85,9	70,6	75,9	79,2	82,9	87,4
dont CDD < 1 mois	52,8	73,0	82,9	86,1	70,3	58,9
Démissions	6,6	14,3	10,1	5,1	7,9	6,0
Licenciements économiques	0,0	0,8	1,0	0,5	0,3	0,0
Licenc. non économiques	3,4	4,5	3,7	2,6	3,0	3,1
Retraite	0,0	0,0	0,0	8,0	0,7	0,0
Ruptures Conventionnelles	0,5	3,6	3,0	1,5	1,5	0,4

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,7 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

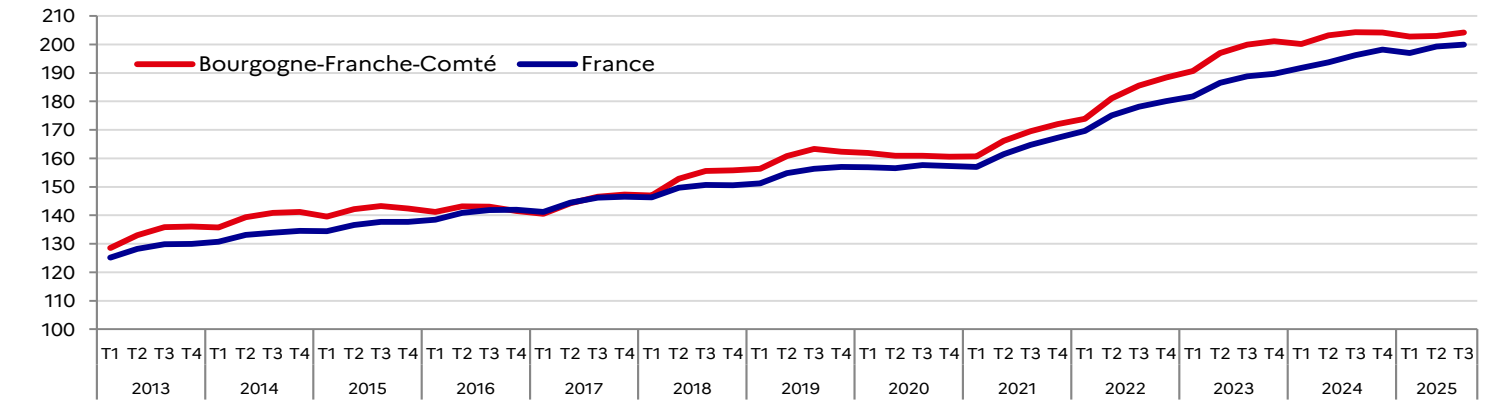
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	223 470	22,6	-0,5	-2 010	-0,9	250	0,5	+2,0	-9	-3,5
Doubs	230 293	197 150	19,9	-0,2	-1 870	-0,9	34 162	71,0	+0,6	-5	-0,0
Jura	107 034	87 400	8,8	-0,1	-320	-0,4	7 858	16,3	0,0	+47	+0,6
Nièvre	71 592	63 870	6,5	-0,3	-590	-0,9	27	0,1	+8,0	+4	+17,4
Haute-Saône	93 962	68 360	6,9	-0,1	-460	-0,7	807	1,7	+2,2	-6	-0,7
Saône-et-Loire	214 640	191 530	19,4	-0,2	-2 600	-1,3	256	0,5	+2,0	+14	+5,8
Yonne	128 463	109 470	11,1	-0,3	-220	-0,2	42	0,1	+5,0	+5	+13,5
Territoire de Belfort	55 890	48 180	4,9	-0,5	-780	-1,6	4 736	9,8	+1,3	-73	-1,5
BFC	1 130 545	989 450	100,0	-0,3	-8 860	-0,9	48 138	100,0	+0,6	-23	-0,0

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

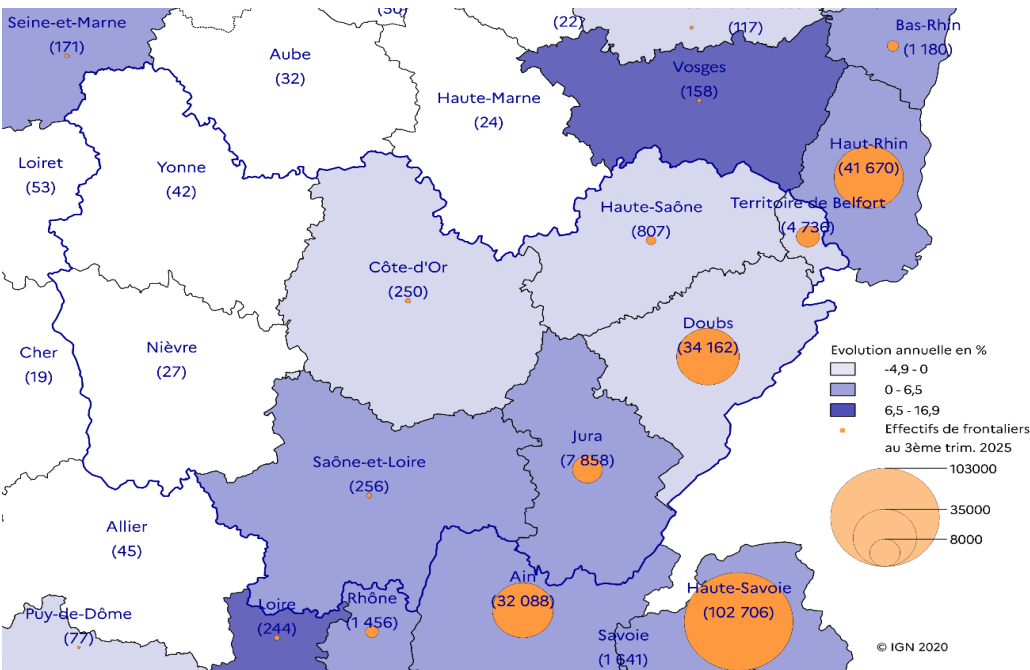
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse est stable dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 162 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T4 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	216	694	+50,2	+20,2
dt résidents QPV	21	41	-35,9	-28,9
CEJ*	206	725	+5,8	+6,4
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	30	93	-31,1	-57,3
jeunes	7	18	-33,3	-49,6
seniors	s	20	-56,5	-57,9
bénéficiaires RSA	22	57	-6,6	-54,7
DELD	12	38	-40,6	-63,7
TH	5	20	-35,5	-55,7
résidents QPV	s	9	-25,0	-55,0
résidents ZRR	6	23	-45,2	-59,6
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T 2025)				
- secteur public	55	57	-1,7	-14,3
- secteur privé	1 994	2 164	-1,7	-2,0

* Données arrêtées à la semaine 52 s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 2024
Côte d'Or	320	591	-22,9
Doubs	542	969	+2,4
Jura	255	514	-8,2
Nièvre	203	388	+0,8
Haute-Saône	190	311	-15,3
Saône-et-Loire	412	839	+0,5
Yonne	390	677	-7,5
Territoire de Belfort	122	247	-8,2
BFC	2 434	4 536	-6,7

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP, calculé au lieu d'exécution du contrat

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté,i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T4 2025	Var.(%)/ T4 2024	Var.(%)/ T4 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	85	-41,4	-69,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	647	+59,0	+28,1
CEJ*	256	-15,7	-2,8
IAE (au 2T 2025)	982	+3,4	-3,3

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

[Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2025 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2025)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 307	+5,5	38 650	0,0	9 277	+1,0	1 550	+13,4
Doubs	12 867	+2,8	33 060	-0,4	10 380	-0,6	1 737	+18,1
Jura	3 497	+1,6	15 463	-0,9	5 540	-0,5	627	+16,8
Nièvre	5 623	+0,1	13 550	-1,4	6 560	+0,4	777	+11,0
Haute-Saône	3 957	-0,8	15 013	-1,4	6 050	0,0	887	+6,8
Saône-et-Loire	9 243	-1,4	36 467	-1,2	12 927	+1,0	1 703	+3,7
Yonne	8 730	+1,0	23 113	-0,5	7 593	-3,3	1 243	+17,3
Territoire de Belfort	4 160	+0,9	9 527	-0,7	2 907	+5,8	673	+13,5
BFC	58 384	+1,6	184 843	-0,7	61 234	+0,1	9 197	+12,2

* Moyenne trimestrielle.

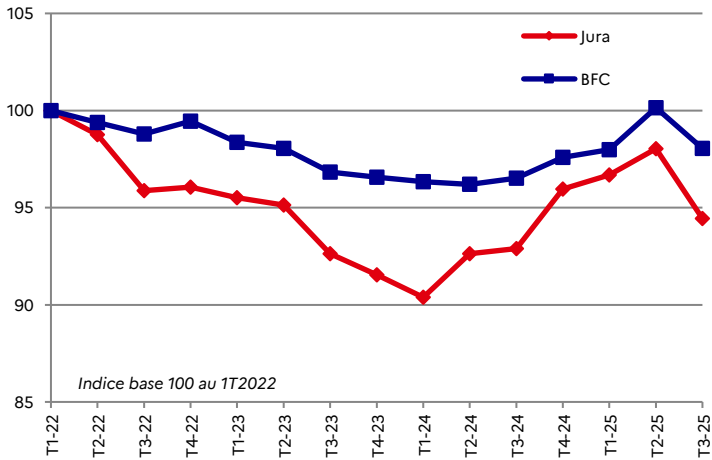
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

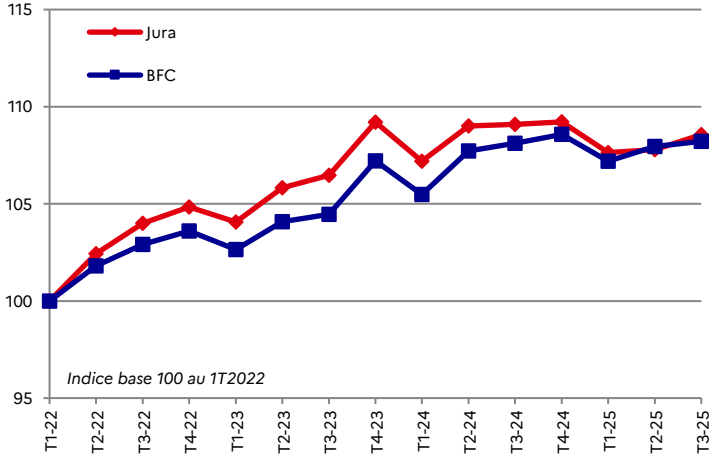
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

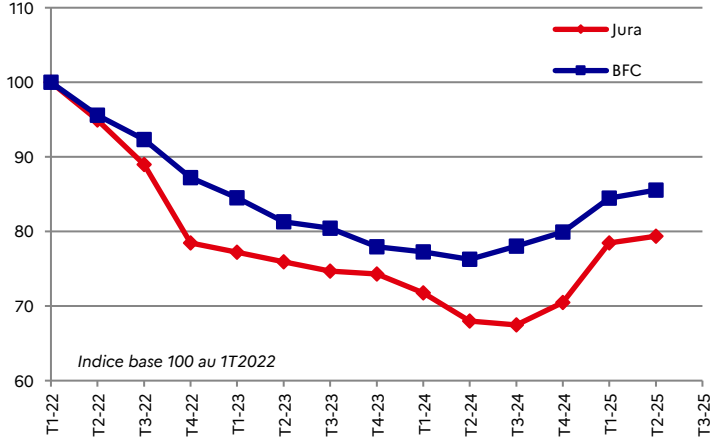
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

